

# Les parents sont-ils des consommateurs d'école ?

## Lecture des livres d'Agnès van Zanten, Laurent Visier et Geneviève Zoïa

par Richard Robert

Les stratégies des parents sont souvent mises en cause, mais en réalité mal connues. Deux livres récents permettent de s'en faire une meilleure idée. En affinant la connaissance des souhaits réels des familles, ils offrent à la fois une aide à la réflexion et un outil de redéfinition des politiques publiques.

Avec *La Carte scolaire et le territoire urbain* (PUF, 2009, préface de François Dubet), Laurent Visier et Geneviève Zoïa font tomber un certain nombre d'idées reçues. Ces deux sociologues ont travaillé sur l'agglomération de Montpellier (500 000 habitants, 43 collèges), suivant les trajectoires de 6000 élèves de CM2 au moment de leur entrée en 6e, à la rentrée 2006.

À côté des espaces de relégation et des banlieues résidentielles où s'isole une partie des classes moyennes, le collège le plus mixte est finalement celui du centre ville, qui accueille la plupart des dérogations (ses élèves proviennent de 50 écoles différentes, alors que son secteur n'en comprend que 6). Les dérogations, dans ce cas, peuvent contribuer à la mixité sociale – même s'il est probable qu'elles affaiblissent d'autres établissements en termes de niveau par exemple. En tout état de cause il apparaît que dans cette agglomération, les stratégies résidentielles des parents sont plus structurantes que les dérogations, sur lesquelles se concentre souvent le débat public.

Les motivations des parents sont également intéressantes : loin du pur consumérisme qu'on a parfois tendance à stigmatiser (et qui a sans doute plus de réalité dans un espace comme le centre de l'agglomération parisienne), les deux sociologues ont rencontré des parents essayant surtout d'offrir à leurs enfants des conditions de scolarité normales. Un certain nombre se voit pris en otage d'une sectorisation dont les quelques aberrations aiguisent un sentiment d'injustice. L'enseignement privé apparaît alors comme un recours, même pour des familles qui n'y auraient pas songé au départ. L'idée de se sacrifier au nom de l'intérêt général est tout simplement hors de question pour des familles habituellement sensibles au thème de la mixité, mais qui ne veulent pas être les seules à en faire les frais. On retrouve ici les leçons de Nathalie Mons, qui établit que les seuls systèmes de sectorisations qui fonctionnent sont ceux où il n'existe absolument aucune dérogation. Un chapitre consacré à une commission de dérogation révèle la profonde hypocrisie du système : un motif médical est recevable, tandis qu'une famille osant évoquer ses craintes après un incident médiatisé n'aura pas gain de cause. La réalité des différences de niveau est niée...

Agnès van Zanten, dans *Choisir son école* (PUF, 2009), va plus loin dans la déconstruction de cette représentation des « consommateurs d'école ». Travaillant sur la région parisienne, elle reconnaît que pour différentes raisons, un nombre grandissant de parents, notamment dans les classes moyennes supérieures, se soucie particulièrement de la capacité du collège et du lycée à faire entrer leurs enfants dans les bonnes filières, celles qui mènent aux classes préparatoires, si possible les meilleures. Pour beaucoup d'entre eux, l'idée est moins de jouer l'excellence à tout prix que de ne pas « sacrifier » leur enfant. Une intuition peut-être exagérée, mais qui traduit la perception d'une différence de niveau que l'institution a tendance à nier.

Seuls les très bons et les très mauvais établissements sont réellement repérés comme tels, à côté d'un vaste ensemble « flou ». Pour s'orienter, les parents se renseignent davantage auprès de leurs pairs qu'ils ne se réfèrent aux statistiques officielles. Certaines catégories ont un rôle de référence : les enseignants sont la catégorie qui choisit le plus dans l'enseignement public ; mieux informés que les autres parents, ayant aussi un accès plus facile aux dérogations, ils font des choix qui sont des indicateurs assez suivis de la qualité des établissements. Inversement, les établissements eux-mêmes ont tendance à ne pas communiquer sur la qualité de leur

enseignement ou sur leur fonctionnement. Cela nourrit la mauvaise réputation et la méfiance des parents.

Certaines catégories de parents, parmi les diplômés du supérieur notamment, ont développé des stratégies de « colonisation » : ils peuvent faire pression en faveur du regroupement de leurs enfants dans des classes de niveau.

Mais les motivations des parents ne sont pas seulement instrumentales. Ces derniers ne sont pas seulement carriéristes pour leurs enfants, mais attentifs à leur bien-être et à leur développement. L'idée, en choisissant l'établissement, est d'en choisir un qui « aille » avec le profil de l'enfant. C'est d'ailleurs l'une des stratégies développées par l'enseignement privé, qui joue davantage sur la différenciation ; le choix du privé est souvent justifié par les goûts et la personnalité des enfants, ou encore les valeurs familiales.

Des propos racistes ou une inquiétude par rapport à la présence plus ou moins sensible d'enfants issus de l'immigration, sont fréquents ; mais Agnès van Zanten relève qu'ils sont plus marqués chez ceux qui vivent dans des communautés isolées, banlieues chic par exemple, que chez ceux qui font réellement l'expérience d'un territoire de mixité. « *L'entre-soi*, explique-t-elle, *n'empêche pas la peur des autres : il la renforce et la légitime.* »